

Écosocialisme ou barbarie

Édouard Delruelle est Professeur de philosophie politique à l'Université de Liège (ULiège) et Président de l'Union Nationale des Mutualités Socialistes (Solidaris)

Avec la crise du Covid-19, la catastrophe anthropocène est devenue tangible, concrète. Comment s'orienter dans la catastrophe, comment dessiner des alternatives libératrices ou réparatrices à la violence et à la désolation ? Deux voies sont possibles : soit reconfigurer l'idée d'émancipation, en la désolidarisant de celles d'abondance et de croissance qui l'avait accompagnée depuis les Lumières, soit renoncer à l'émancipation, pour réserver l'abondance à une minorité privilégiée. Celle-ci est la voie du *populisme néo-fordiste et post-démocratique* par laquelle les forces néolibérales espèrent pouvoir « continuer comme avant » ; celle-là est la voie d'un *écosocialisme* qui reste à inventer. Prendre parti *pour* le socialisme, c'est aussi prendre parti *dans* le socialisme ...

Le 26 septembre 1940, le critique littéraire et philosophe juif Walter Benjamin, craignant de tomber dans les mains de la Gestapo, met fin à ses jours à la frontière franco-espagnole. Quelques jours auparavant, il avait confié à son amie Hannah Arendt le manuscrit d'un court texte (une vingtaine de notices, de « thèses » intitulées « Sur le concept d'histoire ») rédigé quelques semaines plus tôt à Paris. La 9^e thèse est devenue le texte le plus célèbre de son auteur :

« Il existe un tableau de Klee qui s'intitule « *Angelus Novus* ». Il représente un ange qui semble être en train de s'éloigner de quelque chose à laquelle son regard reste rivé. Ses yeux sont écarquillés, sa bouche ouverte, ses ailes déployées. Tel est l'aspect que doit avoir nécessairement l'Ange de l'Histoire. Il a le visage tourné vers le passé. Là où se présente à nous une chaîne d'événements, il ne voit qu'une seule et unique catastrophe, qui ne cesse d'amonceler ruines sur ruines et les jette à ses pieds. Il voudrait bien s'attarder, réveiller les morts et rassembler ce qui fut brisé. Mais du paradis souffle une tempête qui s'est prise dans ses ailes, si forte que l'ange ne les peut plus renfermer. Cette tempête le pousse irrésistiblement vers l'avenir auquel il tourne le dos, cependant que jusqu'au ciel devant lui s'accumulent les ruines. Cette tempête est ce que nous appelons le progrès »¹.

L'image est parlante. Au lieu de regarder vers l'avenir, de se projeter dans le futur, l'Ange de l'Histoire a les yeux fixés sur les ruines du passé, sidéré par la catastrophe dans laquelle nous a jetés le progrès. Même si ce texte porte la marque de l'état de désespoir où se trouvait Benjamin, on ne peut le réduire à l'expression d'un simple *pessimisme* historique. Sa signification profonde réside d'abord dans le geste de *se décentrer* vers les vaincus, les oubliés de l'histoire, vers ce qui, dans le monde, est perdu, détruit. C'est un thème majeur chez

¹ Michael Löwy, *Avertissement d'incendie. Une lecture des Thèses « Sur le concept de l'histoire »*, éditions de l'Éclat, 2014.

Benjamin : il ne faut pas regarder l'Histoire du point de vue des vainqueurs mais du point de vue des vaincus (14^e thèse : « *notre tâche est de brosser l'histoire à rebrousse-poil* »). D'où la seconde originalité de Benjamin : nous ne devons pas agir dans l'histoire pour la faire progresser, pour viser un dépassement, une accélération, mais pour la faire bifurquer, dévier (6^e thèse : « *la conscience de faire voler en éclats le continuum de l'histoire est propre aux classes révolutionnaires dans l'instant de leur action* »). La question que pose Benjamin en 1940, en ce temps de guerre et de ruines, est : comment s'orienter *dans* la catastrophe ? Comment, alors que la catastrophe a eu lieu, provoquer une bifurcation pour réparer, reconstruire, « *rassembler ce qui fut brisé* », et éviter des catastrophes pires encore ?

Depuis le début de la pandémie, l'*Angelus Novus* de Benjamin ne cesse de hanter ma réflexion sur ce qui nous arrive. Car la première leçon que je tire de cette séquence historique, c'est la conscience que la catastrophe *a eu lieu*, au sens où dorénavant, même pour les plus privilégiés d'entre « nous » qui ont pu traverser cette épreuve assez confortablement, la catastrophe est devenue palpable, concrète. Car une communauté humaine qui doit restreindre des activités aussi fondamentales que se rendre au travail, circuler dans l'espace public, recevoir ses enfants ou ses amis, ou suspendre des rituels sociaux aussi universels que les mariages, les fêtes, les commémorations religieuses, et surtout l'accompagnement des morts, une telle communauté vit, à n'en pas douter, quelque chose de catastrophique².

Avec le coronavirus (qui a été transmis de l'animal à l'homme à cause de la déforestation et de l'urbanisation intensives), la catastrophe anthropocène (ou capitalocène) est devenue tangible³. La pandémie nous fait voir et *éprouver* autrement, à nous européens, les mégaincendies d'Australie et de l'Ouest américain, l'ouragan en Louisiane ou l'explosion du port de Beyrouth : comme autant de marqueurs que nous vivons dans un monde vulnérable.

Mais la deuxième leçon de la crise du Covid-19, c'est que la catastrophe qui a lieu ne se présente pas sous la forme d'un immense collapse égalitaire, d'une apocalypse jetant l'humanité tout entière dans le néant ou le désastre. Car la forme même que prend cette catastrophe est, en réalité, celle de la *violence* sociale. La vulnérabilité est une vulnérabilité différentielle, qui épouse les contours de la domination sociale, économique, politique et géopolitique. Deux indices massifs, tirés de la crise du Covid-19:

² La transgression de l'obligation de soin des âgés et d'accompagnement des mourants, puis des morts, caractéristique fondamentale de toutes les sociétés humaines, m'apparaît comme la plus signifiante sur le plan symbolique. Cf. les réflexions pénétrantes de l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau sur le site de *Mediapart* du 12 avril 2020 (<https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/120420/stephane-audoin-rouzeau-nous-ne-reverrons-jamais-le-monde-que-nous-avons-quitte-il-y-un-mois?onglet=full>).

³ Le terme *anthropocène*, popularisé par le prix Nobel de chimie Paul Crutzen, désigne une nouvelle époque géologique, qui a débuté avec la révolution industrielle, où l'influence de l'être humain sur la biosphère a atteint un tel niveau qu'elle est devenue une force géologique à part entière, capable de modifier fondamentalement les conditions de vie sur terre. Estimant que les transformations qui définissent cette nouvelle ère géologique relèvent de la dynamique interne du capitalisme davantage que sur celle d'un mauvais « anthropos », d'autres auteurs, tels Andreas Malm, ont proposé le concept alternatif de *capitalocène*.

1. Lors du confinement, ceux qui ont dû continuer à travailler sur site, exposés au virus sans protection (livreurs, caissières, manutentionnaires, éboueurs, emplois de nettoyage, etc.) sont les groupes prolétariés, mal rémunérés, aux statuts précaires, souvent des femmes et/ou issu.e.s de l'immigration. La liste des métiers réputés « essentiels » recouvrirait presque parfaitement celle des activités en queue de peloton de la reconnaissance et de la rémunération ;
2. Le contrôle des consignes sanitaires et la gestion de l'espace public par les autorités ont donné lieu à de véritables pratiques de ségrégation, d'apartheid, en particulier à l'égard des jeunes issus des diasporas de l'immigration (qui, en Belgique, se sont par exemple vus interdire l'accès à certains centres-villes ou au littoral). Aux États-Unis, c'est au plus fort de la crise sanitaire que le mouvement de protestation *Black Lives Matter*, en réaction à la mort de George Floyd, a pris une dimension politique inédite ; et c'est la même Amérique blanche conservatrice, incarnée par Trump, que l'on a vue à la fois protester contre les mesures sanitaires anti-Covid et réanimer l'esprit de guerre civile contre la minorité noire.

Pour comprendre ce qui nous arrive, il nous faut donc nous défaire de deux visions symétriquement inverses de l'histoire : tantôt comme Progrès, tantôt comme Apocalypse. Si l'idéologie du Progrès n'est plus tenable, les scénarios tirés de la collapsologie, en termes d'effondrement global, d'apocalypse, de fin du monde, sont trop monolithiques. Et de ce fait, ils ne proposent, au défi posé par l'effet conjoint du réchauffement climatique, de la surexploitation des ressources et de l'explosion démographique, que des réponses de nature *morale* : l'entraide, la convivialité, le cheminement intérieur, la frugalité, etc.⁴ L'approche apocalyptique écrase la question des rythmes et des différentiels de vulnérabilité, donc des rapports de force et de violence qui façonnent ces différentiels. Au demeurant, la rhétorique apocalyptique actuellement en vogue est souvent « occidental-centrée », qui néglige que des millions d'humains sont d'ores et déjà rationnés en eau, en alimentation ou en énergie ; et qu'à travers l'histoire, d'innombrables sociétés et de civilisations, sous le coup de la colonisation, ont déjà subi l'effondrement et la « fin du monde » ...

Avec le terme *catastrophes* (au pluriel) plutôt qu'apocalypse, j'opte au contraire (avec d'autres⁵) pour une approche *politique* de ce qui nous arrive en tant que communauté – en

⁴ La collapsologie (ou effondrisme) donne lieu à une littérature foisonnante. Entre autres : E. Conway et N. Oreskes, *L'effondrement de la civilisation occidentale*, Les liens qui libèrent (LLL), 2014 ; Y. Cochet, *Devant l'effondrement*, LLL, 2019 ; P. Servigne, R. Stevens et G. Chapelle, *Comment tout peut s'effondrer. Petit Manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil, 2015, suivi de *Une autre fin du monde est possible*, Seuil, 2018 ; Corinne Morel Darleux *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. Réflexions sur l'effondrement*, Libertalia, 2019.

⁵ I. Stengers, *Au temps des catastrophes. Résister à la barbarie qui vient*, La Découverte, 2013 ; J-P. Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2004 ; M. Foëssel, *Après la fin du monde. Critique de la raison apocalyptique*, Seuil, 2012 ; E. Lesourt, *Survivre à l'anthropocène. Par-delà guerre civile et effondrement*, PUF, 2018 ; L. Semal, *Face à l'effondrement. Militer à l'ombre des catastrophes*, PUF, 2019 ; Michael Lowy, « XIII Thèses sur la catastrophe (écologique) imminente et les moyens de l'éviter », *Mediapart*, 23/01/2020.

résonnance avec le terme hébreu *Shoah* (« catastrophe ») par lequel les Juifs, on le sait, désignent le génocide perpétré à leur encontre par les nazis ; mais aussi avec le terme *Naqba*, utilisé par les Palestiniens pour désigner la fondation d'Israël – ce qui illustre bien qu'il n'y a pas *une* mais *des* catastrophes selon la position que l'on occupe dans l'histoire.

D'où une troisième leçon que je tire de la crise du Covid : c'est qu'il n'y aura de bifurcation dans la catastrophe, d'alternative historique, qu'au terme de violents rapports de forces sociaux, politiques et géopolitiques. Voilà qui invalide à mes yeux les innombrables tribunes, manifestes, appels, forums appelant ces derniers mois à construire le « Monde d'Après », qui font comme si la politique était une question de *prise de conscience* – comme s'il suffisait d'ouvrir les yeux de l'opinion et des gouvernements sur la gravité de la catastrophe anthropocène pour les amener à prendre la voie de la raison et de l'intérêt général. Mais on ne change pas de paradigme politique comme on change de paradigme scientifique. En science, quand un modèle entre en crise parce qu'il est contredit par la réalité, une délibération rationnelle a lieu dans la communauté scientifique et un nouveau modèle est adopté parce que jugé plus adéquat, plus fonctionnel⁶. Mais en politique, un modèle de société peut fort bien se trouver en crise profonde et se maintenir malgré tout, tant que c'est l'intérêt et la volonté du groupe social dominant. Il n'y a de changement de paradigme, de bifurcation que si les forces dominantes sont renversées, ou poussées par le rapport de forces à changer de cap.

L'alternative à la catastrophe capitalocène ne peut être qu'un *écosocialisme*. Ce mot-valise circule depuis un certain temps dans le langage politique, mais il reste en attente de sa conceptualisation⁷. Certes, en surface, nous voyons ce que ce terme désigne : la *convergence* entre socialisme et écologie – une synthèse entre les exigences de justice sociale et de soutenabilité environnementale, par-delà les simples alliances politiques « rouge-verte » - dont on sait à quel point elles restent fragiles, souvent empreintes de suspicion (comme en Belgique), parfois prometteuses (comme aux municipales en France en 2020). Mais à un niveau plus profond, qui relève de l'histoire des idéologies, l'écosocialisme désignerait *l'identité* même des sensibilités socialiste et écologiste. Cette identité commence à être bien documentée, notamment grâce aux travaux de Serge Audier, qui montrent l'importance, dans toute une tradition socialiste souvent occultée, des questions environnementales (urbanisme, rejets polluants de l'industrie, conditions de travail, etc.)⁸, et à ceux de Pierre Charbonnier,

⁶ Thomas S. Kuhn, *La Structure des révolutions scientifiques* (1962), Flammarion, 1983.

⁷ Le pionnier est bien entendu André Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, Gallilée, 1991. Cf. Jean-Marie Harribey et Michael Löwy (dir.), *Capital contre nature*, Paris, PUF ; Michael Löwy, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Mille et Une Nuits, 2011.

⁸ Serge Audier, *La société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, La Découverte, 2017.

démontrant quant à lui, symétriquement, que la conscience écologique peut être vue comme le stade actuel de la critique de l'industrialisme inaugurée dès le XIX^e siècle par le socialisme⁹.

Pour paraphraser une formule célèbre de Rosa Luxemburg, la question aujourd'hui est : *écosocialisme ou barbarie*¹⁰. Comment s'orienter dans la catastrophe, et comment dessiner des politiques qui soient des alternatives libératrices ou réparatrices à la mort et à la désolation ? Comme Luxemburg en 1915 ou Benjamin en 1940, la question du socialisme se pose effectivement pour nous non pas en termes de progrès, d'accumulation, mais d'alternative, de bifurcation. Mais le socialisme ne pourra devenir une telle alternative que s'il se réoriente lui-même, en acceptant la critique de ses présupposés « productivistes ». Prendre parti *pour* le socialisme, c'est aussi prendre parti *dans* le socialisme¹¹.

La révision la plus profonde que ce dernier doit opérer aujourd'hui touche à sa critique même du capitalisme, et elle nous ramène au différend entre « les deux Karl » : Karl Marx et Karl Polanyi. Pour Marx, le capitalisme est essentiellement un processus *d'exploitation* des travailleurs, et le socialisme, en conséquence, une libération des forces productives du carcan de la propriété privée, autrement dit un dépassement le capitalisme sur son propre terrain, en intensifiant la production économique pour en redistribuer les fruits à tous. Tandis que pour Polanyi, il est avant tout un processus de *destruction* de la société. C'est tout le sens de la fameuse image du désencastré : dans la société capitaliste, le marché se trouve « désencastré » (*disembedded*) de la société, au point que c'est finalement lui qui encastre la société dans le marché, transformant en « *marchandises fictives* » les supports vitaux et symboliques de toute société : le *travail* (c'est-à-dire l'humain), la *terre* (c'est-à-dire la nature) et la *monnaie* (c'est-à-dire le politique, le commun)¹². La contradiction fondamentale de la société capitaliste réside moins dans la lutte entre classes prolétaire et capitaliste, qu'entre notre environnement (social, naturel, politique), d'un côté, et le marché autonomisé, de l'autre.

⁹ Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte, 2020.

¹⁰ « *Socialisme ou barbarie* » est le titre du premier chapitre d'une brochure rédigée par Rosa Luxemburg en prison en 1915, et intitulée *La crise de la social-démocratie*, dite « brochure de Junius », pseudonyme utilisé par l'autrice. La formule « socialisme ou barbarie » est elle-même empruntée à Engels, que cite Luxemburg : « *Friedrich Engels a dit un jour : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou rechute dans la barbarie. »* ». Dans ce texte, Luxemburg mobilise explicitement le schème de la bifurcation dans la catastrophe : « *Au cours de cette guerre, l'impérialisme (...) a fait pencher la balance du côté de l'abîme, de la désolation et de la honte. Tout ce fardeau de honte et de désolation ne sera contrebalancé que si, au milieu de la guerre, nous savons retirer de la guerre la leçon qu'elle contient, si le prolétariat parvient à se ressaisir et s'il cesse de jouer le rôle d'un esclave manipulé par les classes dirigeantes pour devenir le maître de son propre destin.* ». Le slogan « *Socialisme ou barbarie* » donnera son nom à un célèbre groupe de réflexion éponyme créé en 1949 par Cl. Lefort et C. Castoriadis, et animé par ce dernier jusqu'à son autodissolution en 1967.

¹¹ J'emprunte la formule à Étienne Balibar, « Régulations, insurrections, utopies : pour un socialisme du XXI^e siècle », in *Histoire interminable. D'un siècle à l'autre. Écrits I*, La Découverte, 2020, p.265.

¹² Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* (1944), trad. C. Malamoud & M. Angenot, Gallimard, 1983, p.122

Nous devons donner raison à Polanyi contre Marx sur ce point¹³. Polanyi manifeste une préoccupation authentiquement *écologique*, puisqu'il place la protection de la nature (de la terre) au même niveau fondamental que le droit du travail et la régulation de la monnaie. Contrairement aux socialistes orthodoxes qui pensent la politique en termes de purs rapports *sociaux* de domination, Polanyi les envisage lui constamment dans leur action réciproque avec la *nature*. On doit le tenir pour le premier véritable théoricien de quelque chose comme un « *écosocialisme* ».

Un tel écosocialisme « polanyien » nous permet de penser la catastrophe capitalocène dans laquelle nous nous trouvons, et dont je voudrais pointer l'enjeu politique fondamental : la mise en question du projet même d'émancipation, de liberté des Modernes. Nous découvrons en effet aujourd'hui que « *ce qui donnait sa matérialité à ce thème de la « liberté », c'était l'accès à une énergie abondante et bon marché* » qui provenait en grande partie des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) ; or « *ces mêmes combustibles fossiles qui nous ont donné nos libertés modernes mettent aujourd'hui en péril notre civilisation* », à travers le réchauffement climatique¹⁴. C'est-à-dire que le moteur même de l'abondance matérielle qui rendait possible l'émancipation de l'humanité devient la cause de sa perte, ce qui nous met devant le dilemme suivant : soit reconfigurer profondément l'idée d'émancipation, en la désolidarisant de celles d'abondance et de croissance, soit renoncer à l'émancipation, pour réserver l'abondance à une minorité privilégiée¹⁵. La première voie est celle de *l'écosocialisme* ; la seconde, celle du *populisme néo-fordiste et post-démocratique*. Explorons-les.

Il ne fait pas de doute que, du côté du capital, des forces puissantes et organisées sont résolues à continuer à produire et à consommer *comme avant*. Mais pour « continuer comme avant », ces forces devront paradoxalement *réinventer* une stratégie de domination et un projet idéologique. Ce processus est en cours sous la forme particulièrement violente de ce qu'on peut appeler *la sécession des riches*, que Bruno Latour décrit en ces termes : « *tout se passe comme si une partie importante des classes dirigeantes (ce qu'on appelle aujourd'hui de façon trop vague les « élites ») était arrivée à la conclusion qu'il n'y aurait plus assez de place sur terre pour elles et pour le reste de ses habitants* »¹⁶, et qu'il ne fallait même plus faire semblant de promettre la liberté pour tous. Les élites ne sont plus éclairées, au contraire elles sont « *obscurcissantes* », dit Latour, elles « *ne prétendent plus diriger, mais se mettre à l'abri du monde* »¹⁷. Leur programme politique consiste d'un côté à « *se débarrasser au plus vite de*

¹³ Une lecture écologiste de Marx est néanmoins possible : John Bellamy Foster, *Marx's Ecology. Materialism and Nature*, Monthly Review Press, 2000.

¹⁴ Dipesh Chakrabarty, « Réécrire l'histoire depuis l'anthropocène » (entretien avec S. Haber et P. Guillibert), trad. J-F. Bissonnette, *Actuel Marx*, 2017/1 (n°61), p.95-105.

¹⁵ C'est tout l'objet du livre de Pierre Charbonnier, *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, La Découverte, 2020, p.241.

¹⁶ Bruno Latour, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, La Découverte, 2017, p.10.

¹⁷ *Ibid.*, p.10

tous les fardeaux de la solidarité », et de l'autre à « construire une sorte de forteresse dorée pour les quelques pour cent qui vont pouvoir s'en tirer »¹⁸.

Le néolibéralisme, pour permettre aux classes possédantes de s'agréger une partie de la classe moyenne dont le soutien est nécessaire à sa stratégie de sécession, est en train de muter en un *populisme* porté aujourd'hui par des Trump, Orban, Bolsonaro, Salvini, Le Pen, que je qualifierai de populisme *néo-fordiste* et de *post-démocratique* :

- *néo-fordiste* car il promet à la classe moyenne consumériste, en échange de l'abandon des protections de l'État social, des « transferts cash » sous forme d'emplois à bas salaire, d'allocations familiales ou de revenus minimums (ce qui explique le succès de l'allocation universelle jusqu'au cœur de la droite)¹⁹ ;
- *post-démocratique* car il propose aussi à la classe moyenne, du moins à sa frange sexiste et xénophobe, de faire barrage aux revendications d'égalité provenant des mouvements féministes ou décoloniaux, et de se débarrasser de l'État de droit défendu par la classe cadriste (« politiciens », « intellectuels », etc.)²⁰.

Telle est la contre-révolution en cours pour faire muter le néolibéralisme à bout de souffle et permettre à la logique capitaliste de « continuer comme avant » dans la catastrophe anthropocène : la combinaison d'une politique néo-fordiste de redistribution sans socialisation et de modes de gouvernementalité sécuritaires et identitaires post-démocratiques. Cette révolution populiste, qui est hélas celle qui a le plus de chances de devenir hégémonique, ne propose aucune sortie de la catastrophe, de la crise, au contraire elle n'a d'autre objectif que de la prolonger indéfiniment. Comme l'écrivait déjà Gramsci : « ceux qui dominent ne peuvent résoudre la crise, mais ils ont le pouvoir d'empêcher que d'autres ne la résolvent, c'est-à-dire qu'ils ont seulement le pouvoir de prolonger la crise elle-même »²¹.

L'alternative est l'écosocialisme. Le socialisme n'est pas obsolète, comme on le voit aux États-Unis où le terme *socialism*, qui faisait figure d'injure il y a encore quelques années, est à nouveau à l'ordre du jour, tant chez des politiques comme Bernie Sanders que chez des intellectuels comme Nancy Fraser²². Mais prendre parti *pour* le socialisme, c'est aussi, répétons-le, prendre parti *dans* le socialisme, en faveur d'un projet d'émancipation et de solidarité qui doit dorénavant être découplé du schème de l'abondance et de la croissance.

¹⁸ *Ibid.*, p.30.

¹⁹ Cf. dans ce même numéro, les articles d'A. Jäger et D. Zamora, « Mister Cash à l'ère « techno-populiste » et d'U. Lojkin, « Le nouveau fordisme de droite ». La référence au fordisme s'explique par le fait que Henry Ford, « connu pour les hausses de salaire spectaculaires qu'il introduit dans ses usines en 1914 », était aussi, rappelle Lojkin, « un grand capitaliste réprimant impitoyablement les syndicats avec l'aide de la mafia, et par ailleurs un antisémite militant ».

²⁰ Sur l'existence d'une classe cadriste distincte de la classe capitaliste, cf. Gérard Duménil & Dominique Lévy, *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, La Découverte, 2014.

²¹ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, XIV, §58, pp. 73-74.

²² Nancy Fraser, «What Should Socialism Mean in the 21st Century?», in *Socialist Register* 2020.

Les socialistes doivent à la fois rester fidèles à leurs fondamentaux, qui ont trouvé leur réalisation dans l'État social, tout en inventant un autre modèle économique que celui sur lequel il était fondé, et qui supposait une croissance économique soutenue permettant un partage plus ou moins pacifique de la plus-value entre le capital et les salaires. Mais force est de reconnaître que, à la différence du néolibéralisme qui est en train de muter rapidement en un populisme néo-fordiste et post-démocratique, on ne voit pas encore clairement en quoi consisterait un écosocialisme susceptible de devenir hégémonique.

Ce qui manque à l'évidence, à ce stade, c'est un « bloc historique » au sens de Gramsci, c'est-à-dire un projet de société qui soit à la fois un programme de reprise en main des marchés par le pouvoir d'État, et un récit alternatif capable de mobiliser l'ensemble des forces sociales subalternes. Le défi, pour l'écosocialisme, est d'essayer d'exercer un tel « double pouvoir » : maîtriser le marché par l'État, et simultanément maîtriser l'État par la lutte démocratique.

- 1) Maîtriser le marché par l'État. Les innombrables manifestes ou plans pour un « monde d'après » qui ont surgi ces derniers mois en appellent tous, d'une manière ou d'une autre, à des politiques de *régulation* : *régulation environnementale* (émission de polluants, usage de produits toxiques, déchets, protection de la biodiversité, protection des « communs » de l'humanité : forêt, océan, eau, etc.) ; *régulation monétaire* et *financière* (taxe Tobin, restructuration ou annulation des dettes souveraines, réforme d'institutions supranationales telles que le FMI ou la BCE) ; *régulation du travail* (lutte contre la pauvreté, les discriminations, la traite des êtres humains) ; *régulation de l'armement* ; de la *propriété intellectuelle* ; etc.

Or qui dit régulation dit imposition de règles contraignantes, donc exercice par les États de leur « monopole de la violence légitime » (Weber) contre le *Global Financial Market* qu'ils ont pourtant docilement servi depuis 40 ans. Comme Thomas Piketty l'a montré, la clé de la lutte contre le « capital au XXI^e siècle » réside certainement dans la fiscalité²³. Mais la finalité de cette politique de régulation et de redistribution reste bien la démarchandisation des sphères qui conditionnent le bien-être et la dignité de tous : santé, éducation, culture, logement, mobilité, environnement, en plus d'un emploi de qualité. Les institutions de l'État social (sécurité sociale, services publics et droit du travail) demeurent donc le socle de toute politique écosocialiste ;

- 2) Maîtriser l'État par la lutte démocratique. Aucune bifurcation historique ne verra le jour sans un puissant mouvement social. On peut identifier aujourd'hui quatre principaux fronts de lutte : un front *social* proprement dit (tels les Gilets jaunes), un front *écologique* (Jeunes pour le climat ; Extinction/Rébellion, etc.), un front *féministe* (MeToo ; Grève internationale des Femmes ; etc.) et un front *décolonial* (Black Lives

²³ Thomas Piketty, *Le Capital au XX^e siècle*, Seuil, 2013.

Matter, etc.). Par rapport à ceux qui les ont précédés, ces mouvements présentent la double caractéristique (1) de se développer en marge des organisations politiques classiques (syndicats, partis) et (2) d'assumer une radicalité nouvelle, jusqu'à la désobéissance civile et l'insurrection.

La question est de savoir si cette double configuration est un atout ou un handicap (les deux peut-être ...) en vue de la constitution d'un authentique « front populaire » qui unirait ces mouvements avec la classe moyenne salariale et la classe « cadriste » (cadres, intellectuels, politiques, etc.) contre la classe capitaliste. Une telle alliance ne sera en mesure de transformer la société que si elle est capable de se cristalliser dans un « bloc historique » porteur d'un projet de société global. Or en dépit de croisements significatifs (notamment entre écologie et féminisme, féminisme et décolonialisme, décolonialisme et écologie), un tel bloc historique fait encore défaut.

On peut toutefois repérer une « demande » sous-jacente commune aux quatre mouvements social, féministe, décolonial et écologiste : c'est que l'Etat prenne *soin* du milieu de vie qui est le nôtre. J'identifie ici une évolution signifiante de la grammaire des luttes émancipatrices : alors que durant le XX^e siècle, et en particulier en « 1968 », elles prétendaient libérer les subjectivités de la « cage d'acier » (Weber) où les pouvoirs les emprisonnaient, les aliénaient, celles du XXI^e siècle exigent *réparation* – elles ciblent les destructions engendrées par les dominations économique, coloniale ou patriarcale. Cela ne signifie pas que l'écocritique doit renoncer au projet d'émancipation au profit d'une éthique du soin, mais reconnaître que celle-ci est la *condition* de celui-là, que les luttes sociales doivent s'articuler à des « luttes-frontière » pour la préservation des sphères conditionnantes aujourd'hui menacées par la catastrophe capitalocène : sphère de la reproduction sociale, de la nature et des communs politiques (travail, terre et monnaie, dans les termes de Polanyi)²⁴.

À mon sens, l'issue de l'alternative dépendra grandement de l'attitude que les classes moyennes vont adopter dans la catastrophe : soit la solidarité avec les groupes subalternes au sein d'un large front populaire promouvant la voie écosocialiste ; soit le repli sur leur pouvoir de consommation et de domination sexiste et raciale, que leur propose la voie néo-fordiste et post-démocratique. Mais ces classes moyennes ne sont pas un groupe homogène : traversées par les divisions de genre et de race, elles vivent des réalités très différentes dans les pays du Nord, en Chine ou dans le « Sud Global ». Nul ne peut prédire le sens du « contre-mouvement » qu'elles dessineront en réaction à la catastrophe capitalocène : la protection sécuritaire-identitaire qui prolonge la crise, ou la protection sociale-écologique qui cherche à en sortir.

²⁴ Sur le concept de « luttes-frontière », cf. Nancy Fraser, « Derrière l'ancre secret de Marx », trad. E. Delruelle et V. Bada, *Les Temps Modernes*, n°699, 2018.

Walter Benjamin, en marge de ses thèses *Sur le concept d'histoire* (1940), avait écrit : « *Marx a dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Peut-être que les choses se présentent autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte par lequel l'humanité qui voyage dans le train tire les freins d'urgence* ». L'image reste d'actualité : nous sommes les passagers d'un train suicide qui se rapproche d'un abîme catastrophique. L'écocritique a pour tâche de l'arrêter – s'il n'est pas déjà trop tard.